

Les citoyens européens et l'Ukraine deux ans après l'invasion russe:

Un soutien toujours fort, malgré une légère érosion et des réserves notables dans certains États membres

• Introduction

Il y a maintenant plus de deux ans que l'Ukraine a été envahie par la Russie en février 2022. Les pays européens, comme les États-Unis, lui ont apporté depuis lors une aide massive. Cette aide a été récemment reconduite, après un « bras de fer » avec le dirigeant hongrois Viktor Orban qui prétendait s'y opposer, en même temps qu'aux États-Unis le Président Biden a peiné à faire adopter un nouveau paquet que les Républicains cherchaient à bloquer.

Quel est actuellement l'état de l'opinion dans les pays de l'Union européenne ? Le présent document analyse la situation telle qu'elle se présente au printemps 2024 et son évolution depuis les premières enquêtes réalisées sur ce sujet¹. Il fait suite à deux documents publiés antérieurement par l'Institut Jacques Delors depuis le déclenchement du conflit².

1 Eurobaromètres Standard de la Commission EB 97 (réalisée sur le terrain en juin-juillet 2022), EB 98 (janvier-février 2023), EB 99 (juin 2023), EB 100 (octobre-novembre 2023) et EB 101 (avril-mai 2024) après une première enquête Eurobaromètre Spécial EB SP 526 d'avril-mai 2022.

Les évolutions analysées ici sont celles qu'on relève dans les enquêtes Eurobaromètre Standard successives depuis celle de printemps-été 2022.

2 Guerre en Ukraine. Large soutien citoyen à l'action de l'Union européenne. Daniel Debomy en collaboration avec Boriana Dimitrova, Institut Jacques Delors, décryptage, juillet 2022.

L'Europe garde les faveurs de l'opinion face à la guerre en Ukraine. Daniel Debomy, Institut Jacques Delors, décryptage, mars 2023.



EUROPE DANS
LE MONDE

DÉCRYPTAGE
JUIN 2024

#Ukraine
#citoyenseuropéens
#opinion
#Étatsmembres

Daniel Debomy,
Conseiller
« Opinions
publiques »,
Institut Jacques
Delors, Directeur
d'OPTEM

I • Des perceptions claires de la menace

Au printemps de 2024, 79% des citoyens de l'UE expriment leur accord avec l'idée que l'invasion russe de l'Ukraine constitue une menace pour la sécurité de l'UE, 18% étant d'un avis opposé. Ils étaient 84% à le penser dans la première mesure effectuée « à chaud » en avril-mai 2022 juste après le déclenchement du conflit, 83% en juin-juillet, 81% dans la vague d'enquête de l'hiver 2022-2023, 79% au printemps 2023, 78% à l'automne. Ces chiffres traduisent un **fléchissement de 4 points par rapport au score enregistré dans l'enquête de printemps-été 2022, mais stabilité depuis un an.**

Pour autant, l'adhésion à cette proposition reste partout majoritaire, quoique dans des proportions variables d'un pays à l'autre. Dans vingt-trois des vingt-sept États membres le taux d'accord est au moins égal à 70%. Il est supérieur à 80% dans quatorze d'entre eux : les trois pays nordiques (où il dépasse 90%, ainsi qu'au Portugal), la Lituanie, la Pologne, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne, l'Irlande, l'Espagne, Malte et la Slovénie. Bien que plus mesuré, il est largement majoritaire aussi en Bulgarie, en Hongrie, en Grèce (entre 60% et 70%), et à Chypre (58%, contre 39%).

Dans de nombreux États membres le score de réponse à cette question a faibli depuis 2022 dans des proportions voisines de la moyenne. Dans quelques-uns la baisse a été nettement plus marquée (Hongrie, 23 points ; Chypre, 20 points ; Grèce, Espagne et Malte, 7 à 8 points).

En revanche la perception de la menace est restée peu ou prou la même dans plusieurs pays (Suède, Belgique, Luxembourg, France, Lituanie, Slovénie, Slovaquie, Roumanie) et elle a augmenté de quelques points dans quelques autres (Danemark, Finlande, Pays-Bas).

Un pourcentage un peu moins élevé de citoyens, 75% - contre 22% - estiment en même temps que l'invasion russe menace la sécurité de leur pays : quasi-stabilité (moins 1 point) par rapport à l'été 2022.

La crainte est majoritaire dans tous les États membres sauf un. Elle est logiquement la plus marquée dans cinq pays riverains de la Mer Baltique et proches de la Russie : Suède, Finlande, Danemark, Lituanie, Pologne, et aussi au Portugal : scores compris entre 80% et 90% ; et elle est exprimée par 70% ou plus des citoyens dans treize autres. Elle est moins vive, mais encore bien présente, dans plusieurs autres États membres : au Luxembourg, en Autriche, en Grèce, à Malte, en Slovénie, en Hongrie (plus de 60%), et en Bulgarie (58%, contre 36%). À Chypre - seul pays dans ce cas - elle est maintenant minoritaire (45% contre 54%).

De 2022 à 2024 cette crainte s'est accentuée dans certains pays : notamment aux Pays-Bas et au Danemark (de 15 et 18 points respectivement), puis en France, en Belgique, au Luxembourg et en Finlande (de 6 à 11 points). Elle a régressé en revanche dans d'autres, particulièrement à Chypre, à Malte et en Hongrie (de 15 à 20 points), et aussi notamment en Irlande, en Estonie, en Lettonie, en Bulgarie et en Croatie (de 6 à 8 points).

II • Un consensus un peu atténué, mais toujours très large, sur les conséquences économiques négatives du conflit

Pour 81% (contre 16%) des personnes interrogées, la guerre en Ukraine a eu de graves conséquences économiques pour leur pays ; elles étaient 88% à l'été 2022.

Cette perception des conséquences de la guerre reste partout très majoritaire. Ceux qui la partagent le plus incluent les Grecs et les Chypriotes (à 90% ou plus), les Portugais, les Espagnols, les Irlandais, les Lituanais et les Slovaques (85% ou plus) ; elle est le moins fortement présente chez les Néerlandais, les Luxembourgeois (un peu au-dessus de 60%), puis les Danois, les Slovènes et les Roumains (autour de 70%). Ceux qui réfutent cette idée ne sont nulle part plus de 35%.

Depuis le printemps-été 2022 la fréquence de cette opinion a baissé dans presque tous les États membres ; font seuls exception le Luxembourg (gain de quelques points) et l'Estonie (quasi-stabilité). Le recul a été par-

ticulièrement notable aux Pays-Bas (d'une vingtaine de points), suivis de la Belgique, du Danemark, de la Finlande, de la Lettonie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Croatie et de la Bulgarie (baisse de 10 à 12 points).

À titre personnel, les interviewés ressentent moins l'impact du conflit : 56% des Européens, contre 41%, disent qu'il a eu pour eux de graves conséquences financières ; ils étaient 62% à l'été 2022.

Dans plusieurs pays les citoyens sont particulièrement nombreux à juger qu'ils ont été affectés financièrement : la Grèce, Chypre et le Portugal (à plus de 80%), puis la Hongrie (plus de 70%) l'Espagne (69%), la Pologne (67%), l'Italie, l'Irlande et la Roumanie (un peu au-dessus de 60%).

De l'autre côté, ceux qui se disent le moins touchés sont les Néerlandais (26%), les Danois et les Finlandais (autour de 30%), les Suédois, les Lituanais, les Lettons, les Maltais et les Slovènes (entre 40% et 45%).

Dans tous les pays sauf quatre (le Portugal, gain de 3 points ; l'Allemagne, l'Espagne et la France, stabilité ou quasi-stabilité), on note un recul de ces scores depuis deux ans - particulièrement dans beaucoup des « nouveaux » États membres entrés dans l'UE depuis 2004 (Malte, de plus de 30 points ;

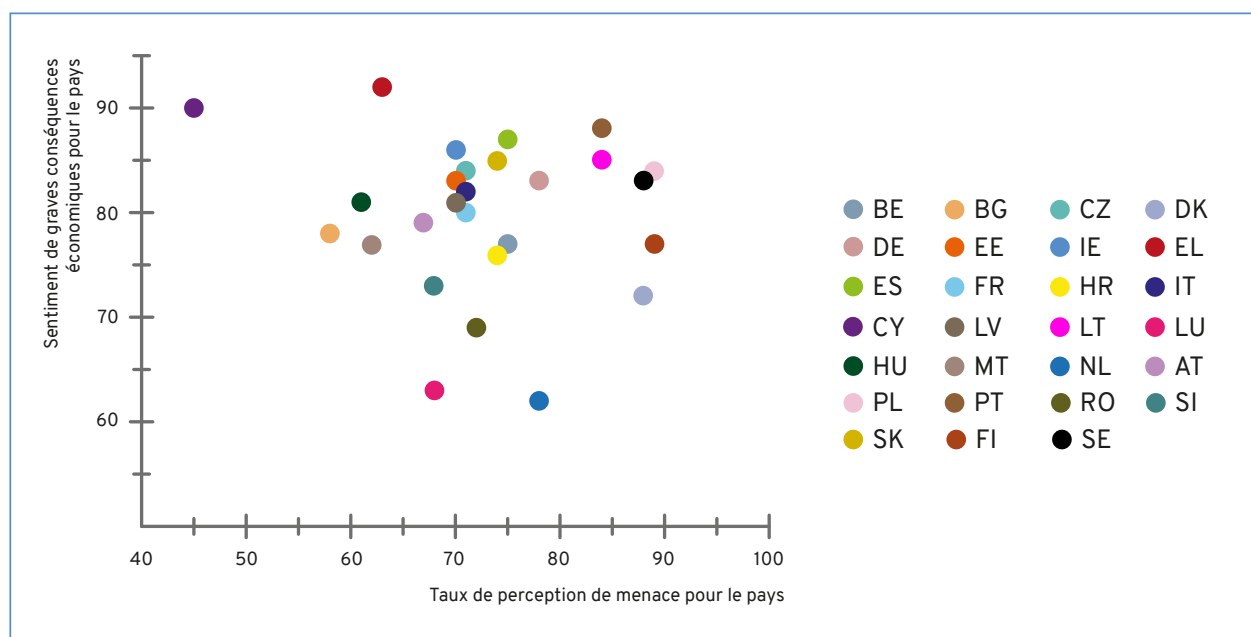
République tchèque, Lettonie et Lituanie, autour de 20 points ; Slovaquie et Bulgarie, entre 15 et 20 points ; Hongrie, Pologne, Slovaquie et Chypre, 10 à 12 points. Il s'y ajoute le Danemark (moins 17 points) et la Finlande (moins 11 points).

On voit que les craintes sécuritaires et la perception d'effets économiques négatifs se recoupent assez peu, les pays les plus « en pointe » sur l'un ou l'autre aspect étant dans une large mesure différents.

III • Des jugements positifs majoritaires globalement assez stables sur l'action de l'Union Européenne, mais des divergences entre États membres

55% des citoyens européens se disent satisfaits de la réponse qu'apporte l'UE à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, 40% se déclarant non satisfaits ; ce score, qui était resté très stable jusqu'à l'automne 2023 (57% alors, comme en juin-juillet 2022), a donc très légèrement fléchi depuis lors.

Les appréciations à cet égard sont positives dans la plupart des États membres, mais avec de grands écarts. Les plus satisfaits incluent les citoyens des trois pays nordiques, les Polonais, les Néerlandais, les Irlandais et les Portugais (taux de plus de



70% ou très proches de ce niveau – et même 80% au Portugal), suivis des Roumains, des Croates et des Luxembourgeois (plus de 60%).

D'un autre côté, dans neuf États membres les satisfaits sont moins de 50%. Dans cinq d'entre eux, les scores positifs et négatifs sont peu ou prou équilibrés (Allemagne, France, République tchèque, Lettonie, Bulgarie) ; dans quatre autres les opinions favorables sont dépassées par les avis opposés : en Grèce (44% contre 50%), en Estonie (41% contre 53%), en Slovénie (41% contre 54%), et beaucoup plus fortement à Chypre (33% contre 59%).

L'évolution des attitudes a été relativement limitée dans la moitié des États membres depuis l'été 2022. Parmi ceux où la satisfaction a augmenté on relève une progression de 5 ou 6 points dans sept pays (Autriche, Slovaquie, Croatie, Roumanie, Estonie, Lituanie, Grèce). Dans les pays où on observe une tendance inverse, à côté d'une baisse de 5 ou 6 points en Belgique et en Irlande, on note une dégradation beaucoup plus nette en Allemagne, en Lettonie et à Chypre (d'une dizaine de points) et plus encore à Malte (22 points).

Notons par ailleurs les réponses à une autre question, où un pourcentage nettement plus élevé de citoyens interrogés (75% ; fléchissement de 4 points par rapport à 2022) se disent favorables à l'idée qu'en se posant contre l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'UE défend les valeurs communes européennes. Cette différence suggère que les insatisfactions qui s'expriment peuvent refléter dans certains pays un sentiment d'insuffisance ou d'inadéquation de l'action européenne plus qu'une critique du principe même de cette action.

Quant à l'action de leur propre pays, elle est jugée favorablement par 52% des citoyens, défavorablement par 44% – pourcentages d'ensemble également en légère baisse depuis la vague de printemps-été 2022 (55% contre 40% à l'époque).

La satisfaction affichée à l'égard de l'action nationale est souvent proche de celle qui s'exprime en ce qui concerne l'UE ; cela traduit vraisemblablement le souhait, plus ou moins fort, d'action d'où qu'elle vienne.

On enregistre six cas de scores nettement plus élevés (d'une dizaine à une vingtaine de

points) relatifs à l'action nationale : les trois pays nordiques (où les opinions concernant l'UE sont elles mêmes déjà très bonnes) et les trois États baltes ; on peut y ajouter le Luxembourg (7 points d'écart). Inversement l'action européenne est davantage saluée que l'action nationale dans plusieurs États membres : ainsi notamment en Bulgarie (de 15 points), en Roumanie et en Italie (d'une dizaine de points), en Espagne, en Grèce, en Espagne et en Croatie.

Par rapport à 2022 les jugements sur la politique nationale se sont sensiblement améliorés dans quelques pays : notamment aux Pays-Bas (de 11 points), en Pologne, en Roumanie et en Slovaquie (de 7 à 8 points). À l'inverse un fléchissement peut être particulièrement signalé dans d'autres : en France, en Belgique, en Irlande, en Hongrie et à Chypre entre 7 et 11 points) – ainsi qu'une forte baisse à Malte (23 points).

IV • Un accord majoritaire sur les différentes mesures prises par l'Union Européenne, mais une certaine érosion, et des opinions contrastées sur les décisions les plus sensibles

Les enquêtes de la Commission évaluent le degré d'adhésion avec plusieurs mesures prises par l'Union européenne en réaction à l'offensive russe en Ukraine. On retrouve ainsi les propositions suivantes :

- **Fournir une aide humanitaire aux personnes frappées par la guerre. Cette proposition est soutenue presque unanimement à 87%** (contre 11%) en moyenne dans l'UE, et à plus de 80% dans la quasi-totalité des États membres (les Roumains, à 74%, étant un peu en retrait). Elle connaît certes un fléchissement par rapport aux 92% de 2022 mais il reste léger.
- **Accueillir dans l'UE les personnes fuyant la guerre : très large consensus aussi à 83%** (contre 15%) en moyenne – avec là aussi un affaïssement – de 7 points (90%, contre 8%, en 2022) ; il est vrai que, comme pour la mesure précédente, le problème est sans doute moins aigu qu'il ne l'était au début de l'invasion.

Se montrent favorables au moins 80% des personnes interrogées dans vingt-et-un des Etats membres, et même par près ou plus de 90% dans onze d'entre eux (Danemark, Suède, Finlande, Pays-Bas, Luxembourg, Espagne, Portugal, Grèce, Malte, Lituanie, Lettonie).

Le taux d'adhésion, tout à fait majoritaire aussi, est un peu moins élevé ailleurs : en Allemagne, en Hongrie, en Autriche et en Roumanie (plus de 70%) ainsi qu'en République tchèque et en Bulgarie (environ 65%) ; dans certains de ces pays on craint peut-être devoir servir de terre d'accueil prioritaire aux réfugiés.

- **Imposer des sanctions économiques au gouvernement, à des entreprises et à des personnalités russes : accord à 72% (contre 23%) dans l'ensemble, et fortement majoritaire dans vingt-et-un pays.** Les Suédois, les Finlandais et les Danois en sont ici encore parmi les plus partisans avec les Polonais, les Portugais, les Néerlandais, et les Irlandais (scores supérieurs à 80%, approchant ou dépassant même 90% dans les cinq premiers de ces pays). Sept États membres se situent ensuite à des taux de 70% ou plus, et sept autres à plus de 60%.

Dans quatre pays l'accord, bien que majoritaire aussi, est nettement plus modéré (entre 54% et 59% en Slovaquie, en Grèce, en Hongrie, en Slovaquie) et dans deux autres seule une minorité approuve cette mesure : la Bulgarie très partagée (à 46% contre 44%) et Chypre (à 40% contre 54%).

Depuis 2022 le soutien à cette décision a perdu en moyenne 6 points (78% contre 17% alors). Il a le plus baissé (entre 8 et 12 points) en Italie, en Hongrie, en Estonie, en Slovaquie et à Malte. En revanche on note une stabilité ou un gain d'un ou deux points en Finlande, en Suède, au Luxembourg, en Lituanie, en Slovaquie, en Roumanie et en Bulgarie.

- **Interdire aux médias détenus par l'État comme Sputnik et Russia Today de diffuser dans l'UE.**

Cette question n'ayant pas été posée dans la dernière vague de l'Eurobaromètre de la Commission, on peut cependant faire état des réponses qui y étaient apportées à l'automne 2023 : approbation de 66%

(contre 25%) des citoyens de l'UE - mais des réserves dans un petit nombre de pays.

En première ligne sur ce sujet se trouvaient les Polonais avec les Portugais (scores approchant 90%), suivis des Suédois, des Finlandais et des Irlandais (proches de 80%), des Litvaniens et des Croates (autour de 75%) puis des Néerlandais (près de 70%). De l'autre côté, le soutien à cette décision était à peine majoritaire en Slovaquie (46% contre 43%), et minoritaire dans quatre pays : en Bulgarie (39% contre 45%), en Slovaquie (45% contre 49%), en Grèce (39% contre 53%) et - avec un écart considérable - à Chypre (25% contre 66%).

Entre l'enquête de printemps-été 2022 et l'automne 2023 le soutien avait fléchi en moyenne de 4 points. Les plus fortes baisses concernaient la Hongrie, Malte, Chypre (entre 10% et 15% de baisse), la Lituanie, la Grèce, la Belgique, le Danemark, la Slovaquie et l'Espagne (de 7 à 8 points). Inversement, dans une dizaine d'États membres, les évolutions ne sont pas notables (Suède, Finlande, Pologne, Bulgarie, Croatie, Pays-Bas, Luxembourg, France, Autriche, Italie, Portugal).

- **Fournir une aide financière à l'Ukraine : cela est approuvé à 70%, contre 27%, dans l'UE globalement, et majoritairement partout ou presque, mais de manière plus ou moins vive selon les États membres.**

Les plus déterminés sur ce plan sont les ressortissants des trois pays nordiques (à plus de 90%), puis les Néerlandais, les Portugais, les Irlandais, les Litvaniens (à plus de 80%) ; suivent, au-dessus de 75%, les Maltais, les Polonais, les Espagnols et les Croates.

Les Grecs, les Estoniens, les Français, les Slovènes, les Slovaques et les Hongrois sont les moins enclins à une telle aide (tous à plus de 55% quand même) puis les Tchèques d'assez peu majoritaires (52%) et enfin les Bulgares partagés à égalité (à 47% de part et d'autre).

L'approbation d'un tel soutien a perdu 11 points depuis l'enquête 2022. La baisse, assez générale, affecte le plus fortement les Hongrois, les Chypriotes, les Estoniens, les Grecs, les Italiens, les Polonais et les Slovènes (15 points d'écart ou davantage).

Les positions des Nordiques et des Néerlandais restent en revanche pratiquement inchangées.

- **Financer l'achat et la livraison d'équipements militaires à l'Ukraine : cette mesure est approuvée globalement à 60%, 36% disant leur désaccord.**

Elle est la plus clivante de toutes. Ici encore on trouve parmi les plus ardents soutiens les Suédois, les Danois, les Finlandais, les Litوانيens, les Néerlandais et les Portugais (à plus de 80%, et même de 90% pour les deux premiers). **Mais les opinions favorables sont clairement minoritaires dans cinq pays :** la Bulgarie (32% contre 62% d'oppositions), Chypre (32% contre 65%), la Grèce (38% contre 57%), la Slovénie (38% contre 54%) et la Hongrie (45% contre 52%) **et elles sont pratiquement équilibrées par des opinions inverses dans trois autres (Autriche, République tchèque et Malte).** **Les avis favorables ont diminué en moyenne de 8 points depuis 2022** (68% contre 26% dans l'enquête menée en juin-juillet).

La baisse a été la plus forte en Irlande, en Slovénie (plus de 15 points) et plus encore à Malte (plus de 25 points). Elle a peu affecté au contraire les Suédois, les Danois, les Lettons, les Litوانيens, les Néerlandais, et les Portugais (tous largement favorables) ainsi que les citoyens de trois pays plus réticents (Bulgarie, Grèce, Autriche).

- **Accorder à l'Ukraine le statut de pays candidat à l'UE : 60% se prononcent pour cette initiative, 33% la rejettent.**

Si les citoyens de quatre États membres seulement y répugnent majoritairement (les Hongrois favorables à 42% contre 52%, les Chypriotes dans les mêmes proportions, les Tchèques à 37% contre 57%, et les Bulgares à 43% contre 46%), **les taux d'adhésion varient dans une large mesure au sein de l'UE.** Parmi les moins fortement partisans de cette candidature figurent aussi les Grecs (favorables à 50% contre 40%), les Slovènes (50% contre 43%), les Autrichiens (51% contre 44%), les Slovaques (51% contre 42%) et les Français (51% contre 39%).

Quant aux plus enclins à appuyer l'octroi de ce statut à l'Ukraine, ce sont les Sué-

dois et les Portugais (plus de 80% y sont favorables), puis les Danois, les Finlandais, les Litوانيens, les Polonais, les Irlandais, les Croates et les Espagnols (70% ou plus). Cette question étant posée pour la seconde fois seulement on ne peut faire état d'évolutions en la matière depuis le début de l'attaque russe de l'Ukraine.

V • Une conscience toujours clairement présente de la nécessité d'un renforcement de l'UE en matière de défense

Aux deux questions posées sur le renforcement de la défense européenne, les résultats démontrent un consensus quant à la nécessité de renforcement :

- **Propension au renforcement de la coopération dans le domaine de la défense au niveau de l'UE : 80% des citoyens européens s'y montrent favorables, 15% étant défavorables.**

Dans tous les États membres de fortes majorités se prononcent dans ce sens : partout ou presque à au moins 70% (69% en Bulgarie et en Slovaquie), et à 80% ou plus dans la moitié des États membres : les trois pays nordiques, ceux du Bénélux, la Lituanie et la Lettonie, l'Allemagne, la Pologne, la Grèce, la Croatie et la Hongrie. On enregistre **une baisse de 4 points** par rapport à l'enquête de 2022 (84% contre 10% dans cette mesure) : quasi-stabilité ou léger affaissement constaté dans de nombreux pays, baisse nettement plus sensible (entre 10 et 15 points) dans quelques-uns (Malte, Slovaquie, République tchèque, Irlande), alors que le soutien à cette proposition a augmenté au Danemark (de 12 points) et en Finlande (de 6 points).

- **Opinions relatives à une politique de sécurité et de défense commune des États membres de l'Union européenne : accords dans une proportion similaire, formulés par 77% des citoyens (contre 17%).**

Sur ce sujet aussi **l'accord est très majoritaire dans tous les États membres**, mais le panorama pan-européen est en partie différent en ce qui concerne les pays les plus en pointe : ceux dans lesquels on enregistre les taux le plus élevé d'approbation

(80% ou plus) incluent ainsi la Finlande, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Belgique, l'Allemagne, l'Espagne, la Lituanie et la Lettonie, la Pologne et Chypre. Les moins fortement moteurs sont par ailleurs les Autrichiens (56%), les Suédois, les Portugais, les Irlandais (64%), les Hongrois (67%) et les Bulgares (66%).

Le taux d'approbation était le même en 2022 au plan européen d'ensemble, une hausse observée dans quelques pays (Danemark, Finlande, Italie, Croatie) étant compensée par un fléchissement dans quelques autres (dont Suède et Irlande avec une dizaine de points de baisse, Malte 15 points, et Belgique, Luxembourg, Portugal, Pologne, République tchèque, Autriche et Hongrie, de 4 à 6 points).

• Conclusion

Un peu plus de deux ans après le début de l'agression russe, l'expression de solidarité avec l'Ukraine reste forte chez la plupart des citoyens de l'Union européenne – qui estiment, majoritairement dans tous les États membres, que cette agression constitue une menace pour la sécurité de l'UE, et (sauf dans l'un d'entre eux) pour celle de leur pays ; partout aussi ils font état, à une forte proportion, d'un impact économique négatif de cette guerre pour le pays, même si les conséquences en sont logiquement ressenties de manière moins aigüe qu'au début du conflit.

La réponse de l'UE à l'invasion de l'Ukraine est approuvée globalement à une majorité (de 55% contre 40%) qui a peu changé depuis l'enquête de printemps-été 2022, et légèrement supérieure à celle qui concerne l'action nationale dans ce domaine.

On relève cependant à cet égard une satisfaction minoritaire dans quatre pays, et équilibrée par une insatisfaction du même ordre dans cinq autres.

Plus précisément, s'il existe un très large consensus (plus de huit citoyens sur dix) pour approuver la fourniture d'aide humanitaire aux personnes frappées par la guerre, ou leur accueil dans l'UE, le degré d'adhésion est moins général pour d'autres mesures : ainsi pour l'imposition de sanctions

économiques (72% contre 23%), la fourniture d'aide financière (70% contre 27%) et aussi – mesure la plus clivante – la fourniture d'équipements militaires à l'Ukraine (60% contre 36%).

Sur ces sujets on constate globalement **une légère érosion** de l'appui aux mesures communautaires.

Les réserves manifestées ici ou là peuvent tenir à divers facteurs (suggérés déjà dans nos analyses précédentes sur ce sujet) : une parenté ressentie chez d'autres Slaves avec le peuple sinon avec le pouvoir russe, une forte proximité culturelle avec lui, une tradition orthodoxe commune qui peut toucher aussi la Grèce et Chypre, l'influence encore grande dans quelques pays de formations politiques pro-russes, l'existence d'intérêts économiques très liés à la Russie, ou des craintes simplement de conséquences de la guerre dans des pays économiquement fragiles et en partie dépendants de la Russie, ou encore peut-être aussi des doutes sur l'efficacité de l'aide apportée dans un conflit qui perdure, pouvant entraîner un début de lassitude. On ne peut exclure, d'un autre côté, qu'il y ait des insatisfactions liées à la perception d'insuffisance ou d'inadéquation du soutien apporté – sans doute présentes dans certains pays où on se sent particulièrement exposé et/ou où c'est de l'Ukraine qu'on se sent particulièrement proche – voir le niveau élevé des réponses à la plupart des questions notamment dans les pays nordiques, en Pologne ou en Lituanie.

Il reste que, globalement, les attitudes restent très favorables, dans un contexte où le sentiment de la menace (quoique légèrement moins prégnant qu'en 2022), est toujours tout à fait répandu (chez 79% des citoyens).

Sur l'idée d'accorder le statut de pays candidat à l'Ukraine, les taux d'adhésion (globalement 60% contre 33%) varient beaucoup d'un État membre à l'autre, les citoyens de quatre pays s'y montrant majoritairement opposés (mais c'est un sujet qui dépasse la seule question de la solidarité avec les Ukrainiens).

Au-delà du conflit actuel lui-même – mais il a certainement contribué à les aviver – les

prédispositions au renforcement de la politique de sécurité et de défense commune (77%) et au renforcement de la collaboration dans l'UE en matière de défense (80%) apparaissent très fortes – très nettement majoritaires même dans les États membres a priori les moins allants dans ce domaine.

Directeur de la publication: Sylvie Matelly • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • Mise en pages : Marjolaine Bergonnier • © Notre Europe - Institut Jacques Delors

Notre Europe - Institut Jacques Delors

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken
18 rue de Londres 75009 Paris, France • www.delorsinstitute.eu
T +33 (0)1 44 58 97 97 • info@delorsinstitute.eu



Ce projet reçoit des financements du programme Citizens, Equality, Rights and Values Programme (CERV) de la Commission européenne sous le numéro Project 101104850 – IJD 2024.